

- veiller au respect des conditions fixées par la décision administrative l'autorisant à procéder à l'enlèvement de tout ou partie d'andains ;
- procéder ou faire procéder à l'enlèvement des andains dans le respect des conditions qui seront fixées individuellement par la signature d'un accord avec le propriétaire ;
- procéder ou faire procéder aux enlèvements dans le respect des réglementations applicables, notamment en terme de code de la route, de code de l'urbanisme ou de respect du droit des tiers ;
- réaliser les mesures compensatoires hydrauliques résultant de l'enlèvement des andains ;
- assurer financièrement l'intégrité des mesures compensatoires hydrauliques et environnementales sur l'ensemble du projet ;
- remettre le ou les terrains d'emprise des travaux en parfait état de culture (surface nettoyée et débarrassée des roches en surface) ;
- assurer la ou les réparations nécessaires sur tous les chemins, fossés ou terrains empietés lors de l'exécution des travaux et ayant subi des dégradations ;
- assurer l'élimination des déchets issus du chantier et des déchets contenus dans les andains exploités selon des filières autorisées ;
- maintenir la fonctionnalité des andains vis-à-vis des écoulements jusqu'au terme de la procédure d'autorisation, dans le cas où la possibilité de prélèvement anticipée prévue par le présent protocole serait mise en œuvre.

2- Responsabilités de la Chambre d'Agriculture et de la SAFER

La Chambre d'Agriculture et la SAFER s'engagent à mettre à disposition des porteurs de projets, selon des modalités financières définies entre les parties prenantes, une équipe pluridisciplinaire de techniciens pour :

- a) réaliser une étude d'aménagement démontrant notamment l'augmentation potentielle de SAU qui devra toutfois être complétée par une étude hydraulique qui pourra être sous-traitée à un bureau d'études ;
- b) réaliser un suivi des chantiers (état des lieux avant et après dont PV de recensement, conseils d'exploitation et de remise en état, dimensionnement des ouvrages de gestion de l'infiltration des eaux, gestion des relations avec propriétaires, coordination environnementale,...)

La SAFER et la Chambre d'Agriculture incitent les petits porteurs de projet à se regrouper, notamment les exploitants situés sur un même bassin versant ou territoire, afin de pouvoir disposer d'une vision exhaustive des impacts canalisés des enlèvements et mutualiser les études et les moyens. Dans ce cadre, la SAFER peut assurer la centralisation des demandes des porteurs de projet (propriétaire/exploitant agricole).

Dans le cas contraire, la SAFER et la Chambre d'Agriculture peuvent accompagner les porteurs de projet réalisant une opération de faible ampleur, voire réaliser l'élaboration et la constitution de dossier de demande. Les prestations relevant du champ concurrentiel peuvent être réalisées par tous les opérateurs qualifiés, la SAFER et la chambre d'Agriculture ne disposent pas d'une exclusivité particulière dans le cadre du présent protocole.

La SAFER réalisera un observatoire des andains au format SIG en reportant les positions des andains sur les données d'information géographiques utiles à la bonne compréhension des enjeux (parcelaire, risques naturels, bassins versants, écoulements,...).

Pour se faire, l'ensemble des études et éléments constituant le dossier de demande est mis à disposition de l'observatoire.

Cet observatoire aura notamment vocation à contrôler la cohérence des demandes afin de vérifier l'impact environnemental de chacune d'elles entre elles.

3- Responsabilité des entreprises sous-traitantes (enlèvement et transport notamment)

Les entreprises sous-traitantes doivent respecter les réglementations qui s'imposent à elles notamment en matière de code de la route (surcharge, dimensionnement, temps de conduite, conformité des engins). Elles ne doivent mettre en œuvre des engins que dans le contexte où ils sont autorisés : l'installation de dumpers en dehors des emprises de chantiers, et notamment sur les voies de circulation communales, est prohibée.

Elles doivent effectuer les opérations qui leurs sont confiées dans le respect des réglementations applicables, notamment en terme de code de la route, de code de l'urbanisme ou de droit des tiers.

Elles doivent également respecter des horaires de travail qui sont respectueux de l'environnement proche des sites d'extraction.

Dans le cas où elles seraient titulaires d'un acte administratif permettant des travaux dans le cadre du code de l'environnement, elles doivent s'assurer du bon respect des conditions d'exploitation prescrites.

4- Responsabilité de l'utilisateur final des matériaux

L'utilisateur final des matériaux issus de la valorisation des andains agricoles ne peut contractualiser avec un porteur de projet que si ce dernier dispose d'un acte administratif en bonne et due forme.

Il doit s'assurer de la bonne traçabilité des matériaux livrés en tenant une comptabilité précise des matériaux livrés par porteur de projet.

Il doit prévoir dans les engagements du contrat passé avec le porteur du projet une clause de validité des engagements contractuels sous réserve de la production d'une attestation, délivrée par le maître d'œuvre des travaux d'amélioration foncière, stipulant la conformité au présent protocole et à son guide des bonnes pratiques annexé.

5- Responsabilité de l'État

L'État est à même d'exiger, les preuves du respect des termes de ce protocole, dans le cadre des opérations de suivi des chantiers de la Nouvelle route du littoral ou de toute opération d'aménagement utilisant des matériaux issus d'andains historiques d'origine agricole.

Pour les projets soumis à procédure administrative qui s'inscrivent dans le présent protocole, les modalités d'inscription administrative de ces demandes sont adaptées afin de permettre, le maître transitoire et dans l'attente de la production des autorisations administratives à l'issue du diagnostic conduit dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande, l'enlèvement de matériaux dès lors que les conditions du présent protocole et de son guide annexé sont respectées.

¹ L'utilisateur final des matériaux est entendu comme étant soit l'entreprise ou la personne exploitant directement les matériaux dans le cadre d'un chantier notamment, soit un intermédiaire utilisant ces matériaux dans le cadre de son activité économique.